Nations Unies S/PV.5331



Conseil de sécurité

Soixantième année

Provisoire

5331e séance

Lundi 19 décembre 2005, à 10 heures

New York

Président :	Sir Emyr Jones Parry	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
Membres :	Algérie	M. Katti
	Argentine	M. Mayoral
	Bénin	M. Idohou
	Brésil	M. Sardenberg
	Chine	M. Zhang Yishan
	Danemark	Mme Løj
	États-Unis d'Amérique	M. Wolf
	Fédération de Russie	M. Denisov
	France	M. de La Sablière
	Grèce	M. Vassilakis
	Japon	M. Oshima
	Philippines	M. Chuasoto
	République-Unie de Tanzanie	M. Manongi
	Roumanie	M. Dumitru

Ordre du jour

La situation en Afrique

Exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence

05-65035 (F)



La séance est ouverte à 10 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afrique

Exposé de M. Jan Egeland, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil de sécurité est parvenu lors de ses consultations préalables, et en l'absence d'objection, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, M. Jan Egeland, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence.

J'invite M. Egeland à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de M. Jan Egeland, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence.

Le Conseil n'a pas encore reçu de demandes de représentants de pays intéressés qui souhaiteraient être invités à prendre part à ce débat. De plus, comme il n'y a pas de liste d'orateurs pour la présente séance, j'invite les membres du Conseil qui souhaitent prendre la parole à se faire connaître dès maintenant auprès du Secrétariat.

Je donne la parole à M. Egeland.

M. Egeland (*parle en anglais*) : La présente séance constitue pour nous une occasion très importante de faire part au Conseil de plusieurs défis majeurs auxquels la communauté de l'action humanitaire est confrontée en Afrique à l'heure actuelle, qui ont tous des conséquences au niveau régional. Je vais commencer par ce qui reste la plus importante opération humanitaire du monde, la crise au Darfour, ainsi que son impact sur le Tchad voisin.

L'opération humanitaire lancée fin 2003 a été remarquablement efficace cette année, malgré une situation extraordinairement difficile. Environ 13 000 travailleurs humanitaires internationaux et nationaux ont pu porter secours à plus de 3 millions de personnes au Darfour et au Tchad. La réussite de leur travail peut se mesurer aux milliers de vies sauvées, car les taux de mortalité parmi les personnes déplacées ont baissé des deux tiers au cours de l'année écoulée.

Je tiens à rendre hommage au travail héroïque de ces hommes et femmes. Mais nous devons nous rendre compte que leur travail et leurs vies sont de plus en plus menacés, et que nos opérations peuvent aujourd'hui être complètement bouleversées par une reprise du conflit à tout moment, n'importe où au Darfour. Nous devons être tout à fait conscients du fait que tout ce qui a été construit par les milliers de travailleurs humanitaires, grâce aux centaines de millions de dollars de contributions versées par les donateurs, pourrait être réduit à néant. Il se peut que nous soyons sur le point de perdre cette gigantesque opération humanitaire. En outre, aucun secours humanitaire, si important soit-il, ne pourra fournir ce que les personnes menacées par le conflit ont désiré le plus vivement dès le premier jour : une protection efficace contre la violence la plus brutale qui soit et la possibilité de rentrer dans leurs foyers. Ce n'est qu'avec un cessez-le-feu efficace, une solution politique et une forte présence de sécurité internationale qu'il sera possible d'atteindre ces objectifs.

Nous devons regarder en face la terrible réalité que nos collègues sur le terrain voient et nous signalent tous les jours. Les tueries n'ont pas cessé. Les viols se poursuivent, tout comme les incendies, les pillages et les déplacements forcés, dont j'ai fait part au Conseil pour la première fois il y a plus de 20 mois. Cela fait maintenant trois mois de suite que la situation se détériore. Nous avons disposé au cours de cette période d'un accès humanitaire plus réduit qu'à tout autre moment depuis ce premier exposé du début avril 2004. Plus de 20 000 personnes de plus ont été déplacées dans les quelques dernières semaines. Et un fait nouveau et profondément inquiétant est que les camps pour personnes déplacées à l'intérieur du pays sont eux-mêmes de plus fréquemment attaqués par les milices.

Les effets de contagion régionale de cette crise sur le Tchad et l'impact de l'action de groupes

tchadiens qui traversent la frontière et pénètrent dans l'ouest du Darfour sont aussi des sources de grave préoccupation. Les tensions entre les 200 000 réfugiés soudanais et les communautés d'accueil tchadiennes demeurent élevées. Nous continuons d'être informés d'attaques contre des civils innocents perpétrées par des groupes armés traversant la frontière en provenance du Soudan, comme le massacre de Modaina le 25 septembre, que le Conseil a condamné. Hier encore, il a été signalé que 100 personnes ont été tuées dans une attaque contre la ville d'Adré, dans l'est du Tchad. Il est tout aussi inquiétant de constater la récente évolution politique et militaire au Tchad, notamment les tensions croissantes avec le Soudan à propos du Darfour. Si la situation continuait de se détériorer, cela pourrait menacer les opérations de secours aux réfugiés soudanais en cours et provoquer une grave crise humanitaire.

Le Conseil a pris plusieurs mesures importantes pour répondre à la crise au Darfour. Mais à moins que ces mesures n'aient un effet réel sur le terrain, la blessure va continuer de saigner. Notre vaste opération humanitaire ne pourra pas être maintenue à moins que nous voyions enfin des efforts correspondants dans le domaine politique et en matière de sécurité. Les prochaines semaines vont être cruciales, à la fois pour les pourparlers d'Abuja et en ce qui concerne les délibérations du Conseil de sécurité et de l'Union africaine sur les prochaines mesures à prendre. Nous avons besoin sur le terrain d'une présence de sécurité élargie et plus efficace, le plus rapidement possible; une présence capable d'offrir une protection plus efficace et, à terme, de permettre aux habitants du Darfour de rentrer chez eux. Cette présence élargie est nécessaire, que les pourparlers d'Abuja aboutissent ou non. Il ne saurait être acceptable que nous ayons deux fois plus de travailleurs humanitaires au Darfour que de personnel de sécurité international. C'est pourquoi j'en appelle très vivement au Conseil pour qu'il fasse preuve du sentiment d'urgence et de détermination requis pour atteindre les objectifs identifiés dans ses résolutions, et pour aider à mettre un terme à cette crise.

Le deuxième problème que je veux aborder est la crise régionale provoquée par les actions de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) en Ouganda, au Soudan et, plus récemment, en République démocratique du Congo. À la mi-septembre, un groupe de combattants de la LRA venus du Soudan a pénétré dans le nord-est de la République démocratique du Congo. Ils restent dans cette zone frontalière, à partir de laquelle ils menacent une grande partie de la région d'Equatoria occidentale dans le sud du Soudan. Les attaques de la LRA contre des civils et contre le personnel humanitaire se sont accrues, ce qui mine gravement notre capacité d'apporter des secours à des millions de personnes et perturbe le retour longtemps attendu des réfugiés au Sud-Soudan. Le nombre total de combattants de la LRA n'a peut-être pas augmenté, mais ils se sont étendus sur une zone plus vaste et constituent désormais une menace significative à la sécurité régionale, avec des conséquences dramatiques pour plusieurs millions de personnes.

L'effet précis des activités de la LRA sur les opérations humanitaires a été le suivant.

Dans le nord de l'Ouganda, les gains réalisés sont reperdus à mesure que la sécurité s'effrite. L'accès aux près de 1,7 million de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans les camps des districts du nord s'est amenuisé au cours des trois derniers mois. Les récents accès de violence ont entravé les tentatives d'assistance, et nous assistons à l'apparition d'une nouvelle tactique choquante, qui consiste à prendre délibérément pour cible le personnel humanitaire. Pour les seuls mois d'octobre et de novembre, cinq travailleurs humanitaires ont été tués dans des embuscades de la LRA au Soudan et en Ouganda.

L'ONU n'a accès sans escorte militaire qu'à 18 des 200 camps de personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda. Bien que le Programme alimentaire mondial (PAM) soit en mesure de distribuer des vivres sous escortes militaires fortement armées, de nombreuses autres organisations jugent que les frais à payer pour la distribution de cette aide sont trop élevés ou ne les utilisent pas par principe. L'organisation non gouvernementale Action contre la faim a indiqué que 57 % des personnes déplacées dans une zone, soit 480 000 personnes, n'étaient pas accessibles en novembre. Sans accès, les effets sont prévisibles : une mortalité accrue, une exposition croissante aux violations des droits de l'homme et une vulnérabilité toujours plus marquée.

La vie dans les camps continue d'être inacceptable. D'après une étude conjointe récemment menée par le Ministère de la santé, l'Organisation mondiale de la santé et des organisations non gouvernementales, les taux bruts de mortalité chez les

enfants de moins de 5 ans ont plus que doublé par rapport aux seuils d'urgence. L'accès des personnes déplacées aux zones agricoles en dehors des camps est extrêmement limité en raison des restrictions imposées au mouvement par les Forces de défense du peuple ougandais. Moins de la moitié des personnes déplacées dans les districts d'Acholi ont accès à la terre qui se trouve à plus de 2 kilomètres de leurs camps, ce qui entrave beaucoup leur capacité de produire leur propre nourriture. À l'heure actuelle, il n'y a pas de perspective de retour à grande échelle avant la saison critique des semailles, au mois de mars. En conséquence, le PAM devra fournir une aide alimentaire à 1,5 million de personnes déplacées durant toute l'année 2006.

Étant donné les conditions qui existent dans les camps, il n'est pas surprenant que de nombreux combattants de la LRA restent dans la brousse. Nous n'avons pas suffisamment fait pour créer un « facteur d'attraction » qui incite davantage les combattants de la LRA à participer aux programmes de désarmement et de réinsertion. Ceux qui sont venus n'ont pas trouvé beaucoup de possibilités de mener en sécurité une vie productive. Nous devons fortement élargir nos programmes de réinsertion afin de donner espoir à ceux qui estiment encore que le combat est un meilleur choix.

La LRA sème également le désordre dans les Equatorias, au sud du Soudan. Des dizaines de civils ont été tués depuis que la LRA a traversé le Nil à la mi-septembre; plus de 100 personnes, y compris des enfants, ont été enlevées et beaucoup ne sont pas revenues.

L'impact sur nos opérations humanitaires a été dramatique. Depuis l'assassinat de trois membres d'organisations non gouvernementales, d'importantes parties des Equatorias sont devenues inaccessibles. En Equatoria centrale, les membres du personnel d'organisations non gouvernementales internationales se sont retirés et des programmes de santé essentiels dans les zones rurales ont été réduits. En Equatoria occidentale, une campagne contre la rougeole, dirigée par l'UNICEF, a été entravée et n'a pu couvrir que 10 % de la population ciblée. Quelque 180 centres de soins de santé primaires en Equatoria centrale et orientale sont actuellement inaccessibles à l'UNICEF et aux organisations non gouvernementales partenaires.

Les attaques menées par la LRA ont également gravement entravé les préparatifs du retour des réfugiés de la République démocratique du Congo, de la République centrafricaine et de l'Ouganda. De nombreux projets de relèvement à l'intention des personnes regagnant leur foyer ont dû être interrompus, y compris ceux concernant des hôpitaux et des points d'eau. Tant qu'il y a une présence de la LRA dans la zone frontière entre le Soudan et la République démocratique du Congo, il est difficile de dire quand les réfugiés pourront rentrer en Equatoria centrale et occidentale, régions qui, autrefois, étaient parmi les plus sûres du sud du Soudan. Cela n'est bien sûr pas sans conséquences pour les efforts de reconstruction et de stabilisation de cette importante région.

Il reste beaucoup à faire pour répondre aux menaces et traiter les conditions que je viens de décrire. Les Gouvernements de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo et du Soudan ont la responsabilité première de protéger et d'assister leurs populations, ainsi que de poursuivre la LRA. Malheureusement, l'action qu'ils ont menée jusqu'à présent n'a pas empêché la LRA de causer les dégâts que je viens de décrire. La LRA continue de maintenir des bases et se déplace avec une relative liberté dans toute la région. Un nombre relativement réduit de combattants menace une zone très vaste et des millions de personnes.

Je voudrais suggérer un certain nombre de mesures que les gouvernements des pays de la région et le Conseil pourraient adopter.

Il est extrêmement important que les trois gouvernements concernés reconnaissent pleinement combien la situation est devenue dangereuse pour les civils et les travailleurs humanitaires et qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger leurs ressortissants, pour assurer l'accès des agents des organismes de secours d'urgence et pour promouvoir des solutions régionales.

Comme je l'ai noté lors de ma dernière séance d'information au Conseil sur la protection des civils, les efforts visant à trouver une solution au conflit dans le nord de l'Ouganda doivent être renforcés par un processus bénéficiant de l'appui de la communauté internationale. L'ONU doit activement contribuer à cet effort.

Je me félicite des mesures adoptées par le Gouvernement ougandais pour rendre opérationnelle la

politique nationale relative aux personnes déplacées, mais le Gouvernement, ainsi que son armée et sa police, devraient faire davantage pour assumer la responsabilité de protéger la population civile. Il faut également investir davantage dans la fourniture de services de base dans les zones touchées.

Le Conseil de sécurité devrait prêter une plus grande attention à la dimension régionale de la crise et aux menaces qui pèsent sur le travail humanitaire et pourrait envisager plusieurs mesures possibles. Le Conseil devrait fermement condamner les attaques menées par la LRA contre les civils et les travailleurs humanitaires. Le Conseil devrait insister pour que la violence cesse immédiatement et pour que la LRA ne reçoive plus d'appui, quelle qu'en soit la source. Pour aider le Conseil à envisager d'autres mesures et pour améliorer sa compréhension de ce qu'est la LRA, l'on pourrait envisager de nommer un groupe d'experts. Ce groupe pourrait examiner les sources de financement et d'appui dont bénéficie le LRA et travailler avec les trois gouvernements concernés et d'autres parties pour voir comment il pourrait mieux contribuer à réduire la menace émanant de la LRA. Le Conseil pourrait demander des mises à jour régulières sur les effets des activités de la LRA sur la région.

J'espère également que, dans leurs rapports au Conseil, la Mission des Nations Unies au Soudan et la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo pourront indiquer ce qu'elles peuvent faire d'autre, dans le cadre de leur mandat, pour assurer la sécurité des travailleurs des organismes de secours et pour aider à créer les conditions nécessaires au retour des réfugiés et des personnes déplacées.

Enfin, je viens de revenir du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud. Comme je l'ai dit au Conseil en avril, la situation humanitaire dans la sous-région est déjà très grave en raison d'une forte insécurité alimentaire, de la propagation du VIH/sida et de l'insuffisance des services de base. Plus de 10 millions de personnes dans la région ont besoin d'une assistance alimentaire. La situation pourrait s'aggraver en 2006, notamment au Zimbabwe et au Malawi, si des mesures ne sont pas prises pour répondre aux besoins immédiats et pour inverser le déclin enregistré dans les secteurs clefs.

Au Zimbabwe, la situation humanitaire s'est gravement détériorée en 2005. Plus de 3 millions de personnes – presque un tiers de la population – recevront des vivres par l'intermédiaire du PAM en janvier et davantage de personnes recevront une assistance en avril. La production annuelle de maïs, le produit de base, est un tiers de ce qu'elle était il y a plusieurs années. Les services de base continuent de se détériorer, notamment dans les secteurs de la santé, de l'eau et de l'assainissement. Le taux d'inflation s'élève actuellement à plus de 500 %. Dans ce contexte, et comme je l'ai dit au Gouvernement lors de mes réunions à Harare, la campagne massive d'expulsion de la population urbaine visant des centaines de milliers de personnes a constitué la pire mesure possible, prise au pire moment possible.

Nous entrons maintenant au plus fort de la « saison maigre ». Les prix des denrées augmentent rapidement, rendant certains produits de base inabordables pour une partie de plus en plus grande de la population. Je me félicite du mémorandum d'accord conclu par le Gouvernement et le Programme alimentaire mondial, qui fera en sorte que ces besoins d'urgence soient satisfaits. J'espère également que cela aboutira à une meilleure collaboration entre le Gouvernement et les organismes humanitaires dans d'autres secteurs.

Pourtant, nous sommes bien conscients que ce besoin énorme d'assistance alimentaire symbolise le cercle vicieux dans lequel nous sommes pris. Il pleuvait lorsque je suis parti du Zimbabwe, mais tout le monde s'attend à une mauvaise récolte l'année prochaine en raison de la pénurie de main-d'œuvre agricole qualifiée – ce qui est attribuable en partie aux ravages causées par la pandémie du VIH/sida; de politiques et de pratiques agricoles contre-productives; et de l'insuffisance d'intrants tels que les engrais, les graines et les outils. On ne peut pas continuer à fournir une aide alimentaire à des millions de personnes année après année si l'on ne fait pas les investissements nécessaires pour les sortir de cette situation. Nous pouvons adopter une nouvelle approche qui, de nouveau, constituera une sécurité alimentaire pour tous les Zimbabwéens. À cette fin, nous devrons tous déployer des efforts considérables, aux niveaux national et international. Rien ne saurait remplacer un engagement et un dialogue à tous les niveaux face à la crise humanitaire qui afflige le Zimbabwe.

Les entretiens que j'ai eux avec le Gouvernement zimbabwéen me confortent dans l'idée que l'ONU et l'ensemble de la communauté internationale doivent

tâcher d'œuvrer plus activement avec le Gouvernement pour remédier à cette énorme crise humanitaire. Nous sommes parvenus à un accord sur certaines questions pendant ma mission : un dialogue plus actif et plus systématique sur la sécurité alimentaire; une approche plus pragmatique pour résoudre les problèmes bureaucratiques que rencontrent les organisations humanitaires grâce à un guichet unique à la fois pour le Gouvernement et pour l'ONU; et le lancement d'un programme d'hébergement pour les foyers touchés par la campagne d'expulsion.

Cependant, pour que les progrès se poursuivent, il faudra faire ce qui suit. Le Gouvernement devra mettre fin à toutes nouvelles expulsions et être plus souple pour permettre la mise en place de programmes d'hébergement et autres pour les personnes touchées. Il doit veiller à ce que les bénéficiaires soient aidés uniquement selon leurs besoins. L'ONU et nos partenaires humanitaires, ainsi que les donateurs, doivent axer leur action sur les besoins de la population. Nous devons fournir le niveau d'assistance approprié une fois les besoins recensés. Au-delà de l'aide alimentaire, nous devons investir dans la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et les services de base. Les gouvernements de la région et en Afrique en général devraient engager une collaboration plus active avec le Zimbabwe pour rechercher des solutions constructives, étant donné leur interdépendance et le risque de mouvements migratoires accrus. Toutes les parties doivent comprendre l'importance d'une assistance humanitaire neutre et impartiale.

L'enjeu n'est actuellement nulle part plus grand du point de vue des vies sauvées ou perdues qu'en Afrique. En même temps, il existe de grands espoirs et de grandes possibilités compte tenu des initiatives orientées vers l'avenir de l'Union africaine et des organisations sous-régionales. Les pays du Groupe des Huit et d'autres donateurs ont également promis davantage de ressources à l'Afrique qu'à n'importe quelle autre époque. Cette année, nous devons et pouvons voir des changements.

En tant que travailleurs humanitaires, nous ne pouvons pas accepter que tant de vies soient perdues chaque année sur ce continent à cause de maladies évitables, de négligences et de brutalités insensées. Nous ne pouvons accepter que les faibles niveaux de financement entravent nos opérations dans tellement d'endroits. Nous devons manifester notre humanité en répondant également aux besoins des personnes touchées, qu'il s'agisse de familles rentrant chez elles au Sud-Soudan, de jeunes gens et de jeunes femmes recherchant un avenir au-delà des camps de personnes déplacées du nord de l'Ouganda, ou de malades du sida essayant de nourrir leurs familles pendant une sécheresse au Zimbabwe. Je demande à tous les États Membres de respecter leurs engagements en matière de financement, et d'appuyer et de faciliter un programme de développement et humanitaire bien plus ambitieux.

Enfin, nous devons reconnaître que trop de ces crises humanitaires sont dues à une absence totale de paix et de sécurité. L'aide humanitaire ne saurait être un alibi empêchant de s'attaquer aux causes profondes des conflits. La contribution la plus importante que nous pouvons apporter face aux crises humanitaires en Afrique, ce sont des efforts déterminés, énergiques et soutenus pour mettre un terme aux conflits et à l'injustice qui ont coûté tant de souffrances en Afrique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Egeland de son exposé.

M. Idohou (Bénin) : Je voudrais avant tout rendre hommage aux acteurs de l'assistance humanitaire pour les efforts inestimables déployés pour gérer la crise humanitaire au Darfour et ailleurs en Afrique. Au Darfour, il nous faut effectivement faire aboutir les négociations à Abuja. Nous devons aussi trouver les moyens de stabiliser la situation. Le Conseil devrait réévaluer la situation et, en étroite collaboration avec l'Union africaine, trouver les moyens d'accroître la sécurité et d'assurer une protection effective des populations civiles.

La situation dans la région des Grands Lacs est une catastrophe silencieuse qui se déroule à l'abri des regards du monde. Souvent, nous sommes obnubilés par les aspects politiques et militaires du conflit dans la région. Peut-être même que le monde s'est habitué aux nouvelles sur les pertes en vies humaines au regard des dimensions inimaginables des catastrophes qui ont frappé la planète depuis décembre 2004.

Les chiffres, si astronomiques soient-ils, ne nous émeuvent plus, sinon comment comprendre que la communauté internationale reste si peu active face à une situation aussi critique que celle du nord de l'Ouganda, où l'on chiffre à environ 2 millions le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, et où plus de 1 000 personnes meurent par semaine – un taux largement au-dessus du seuil d'urgence. L'on dit

que cela fait deux fois le taux de mortalité enregistré au Darfour.

La politique d'accueil des camps, où la liberté de circulation est restreinte, favorise la promiscuité et la propagation des maladies telles que le paludisme et le VIH/sida, sans oublier le stress énorme qu'elles engendrent. Si la cote d'urgence est dépassée, l'on devrait immédiatement sonner l'alerte et mobiliser la communauté internationale pour aller au secours des vies humaines.

Nous remercions le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Jan Egeland, des efforts qu'il déploie pour attirer l'attention de la communauté internationale sur les détresses banalisées ou oubliées, qui constituent autant d'atteintes à la dignité humaine. Il n'y a qu'à déplorer le fait que, dans nombre de pays de la région des Grands Lacs, les réfugiés du retour deviennent des personnes déplacées dans leur pays d'origine faute de politiques d'accueil adéquates et, surtout, de la possibilité pour ces personnes de récupérer leurs biens pour refaire leur vie. Ce sont là autant de questions qui méritent un engagement actif de la communauté internationale.

En République démocratique du Congo, les déplacements internes des populations se poursuivent, surtout au Katanga où une offensive de l'armée gouvernementale est entreprise pour déloger les Maï-Maï de certaines localités. Cela se passe dans un pays où l'ONU est présente et entretient l'une des missions les plus importantes jamais déployées. Cette présence devrait être un gage de respect du droit international humanitaire et d'une protection effective des travailleurs humanitaires et des populations affectées par les opérations militaires.

La situation critique dans laquelle se trouvent les réfugiés et les personnes déplacées internes commandent que l'on développe une approche globale de leurs problèmes et que l'assistance humanitaire prenne en compte non seulement la fourniture des moyens d'assurer leur survie, mais aussi la restauration des services sociaux de base. C'est pour cela que nous nous félicitons de la nouvelle approche adoptée dans la préparation de l'appel humanitaire consolidé qui vient d'être lancé en faveur du Burundi et qui envisage d'associer l'aide humanitaire à des objectifs à plus long terme.

D'un autre point de vue, il y a lieu de prêter une attention particulière aux risques accrus qu'encourent dans la région les travailleurs humanitaires qui, de plus en plus, sont confondus, au pire, aux combattants et au mieux, aux soldats des Nations Unies. On devrait réfléchir pour trouver les moyens d'assurer une protection plus efficace des travailleurs humanitaires.

L'impact négatif des mouvements transfrontaliers des populations déplacées et des réfugiés sur la situation sociale dans les pays d'accueil constitue un facteur de déstabilisation très pernicieux qui peut favoriser l'insécurité et la prolifération des bandes armées, puisque les mouvements de masse à travers les frontières sont difficilement contrôlables et favorisent les partages d'armes et le développement de la criminalité transfrontalière. Il conviendrait qu'une réponse coordonnée et cohérente puisse être apportée à ces préoccupations.

Une attention particulière doit être accordée à la problématique de la réinsertion des enfants soldats. Il y a lieu d'accroître les ressources consacrées à la réinsertion sociale des enfants soldats car, comme c'est le cas dans nombre des pays de la région des Grands Lacs, l'absence de programmes d'accompagnement a pour conséquence la reconversion des enfants soldats au grand banditisme. Il y a lieu de rompre avec ce cercle vicieux pour établir un cercle vertueux garant d'un avenir plus prometteur pour les pays touchés.

Enfin, nous nous félicitons de l'adoption par l'Assemblée générale d'un fonds permanent permettant de réagir promptement aux catastrophes et aux situations humanitaires d'urgence.

M[me] Løj (Danemark) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général adjoint, M. Egeland, de son exposé très complet et je félicite le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et M. Egeland du rôle actif qu'ils jouent.

La gravité et la magnitude de la crise humanitaire en Afrique justifient que nous leur consacrions davantage d'attention et de ressources politiques et financières. Certaines des crises humanitaires sur lesquelles M. Egeland attire notre attention existent depuis beaucoup trop longtemps, tandis que d'autres ne sont apparues au premier plan que récemment. Conflits violents, pénuries alimentaires et crises de gouvernance en sont certaines des causes les plus répandues. Si, collectivement, nous avons la volonté de le faire, il s'agit là de causes sur lesquelles on peut agir et que l'on peut infléchir de façon concertée, en s'y mettant ensemble, toutes parties confondues.

J'aimerais saisir cette occasion pour faire quelques observations sur les situations au Zimbabwe et dans le nord de l'Ouganda, non sans avoir d'abord insisté sur le fait que c'est la situation humanitaire au Darfour qui requiert la plus grande attention de la communauté internationale. Je remercie, à cet égard, M. Egeland du point qu'il a fait sur l'état actuel de la situation au Darfour.

S'agissant du Zimbabwe, je crains que les déclarations du Président Mugabe sur la personne de M. Egeland et la famille des Nations Unies en général ne soient tragiquement éloquentes, à leur façon. Nous exhortons une fois de plus le Gouvernement zimbabwéen à laisser la communauté internationale venir en aide à la population de son pays pour atténuer ses souffrances. Il nous semble qu'un minimum de respect est dû aux efforts louables que déploie M. Egeland afin d'aider la population du Zimbabwe.

La situation au Zimbabwe empire de jour en jour. Si la communauté internationale ne s'attelle pas immédiatement à la planification des opérations, nous courons vraiment le risque de voir des milliers d'habitants de ce pays mourir de faim dans les deux ou trois prochains mois. Le Zimbabwe n'est pas le seul pays confronté à cette situation si alarmante : la situation alimentaire est réellement précaire dans les pays voisins également; mais la pénurie alimentaire qui sévit au Zimbabwe et qui est amplifiée par des politiques économiques peu avisées, pourrait avoir des conséquences désastreuses si rien n'est fait. Cette pénurie alimentaire est d'autant plus inquiétante si l'on considère qu'il y a encore quelques années, le Zimbabwe était exportateur net de denrées alimentaires. La situation catastrophique actuelle ne fera que grossir le flot actuel de ceux qui fuient le Zimbabwe, et ajouter au fardeau que supportent déjà les pays voisins.

À cet égard, nous exhortons les gouvernements et les institutions internationales de la région à s'atteler d'urgence à cette question et à faire un effort supplémentaire pour trouver une stratégie commune face à la situation au Zimbabwe. Une telle stratégie doit avoir en ligne de mire le souci primordial d'améliorer la situation des Zimbabwéens et de rétablir l'état de droit.

De même, les Nations Unies doivent jouer un rôle clef en s'efforçant de rétablir avec le Gouvernement zimbabwéen un dialogue fondé sur le respect mutuel. Dans la mesure où il est possible de remplacer le climat actuel de méfiance, encouragé par les récriminations inadmissibles du Gouvernement zimbabwéen, par un tel dialogue respectueux, nous aimerions suggérer l'éventualité d'une visite du Secrétaire général au Zimbabwe le plus rapidement possible. Je serais reconnaissante à M. Egeland de me faire savoir son opinion là-dessus, et notamment sur la façon dont un voyage éventuel du Secrétaire général pourrait aider à « huiler » les relations avec le Gouvernement zimbabwéen.

Je voudrais maintenant aborder brièvement la situation dans le nord de l'Ouganda. Le Conseil vient d'entendre M. Egeland dire qu'il s'agissait de l'un des conflits les plus tragiques en Afrique. Ce sont environ 1,5 million de personnes qui souffrent de ce conflit et il est urgent d'intensifier nos efforts pour trouver des modalités permettant d'y mettre fin.

L'Armée de résistance du Seigneur semble avoir fait une habitude annuelle de choisir l'approche de la saison des fêtes pour déclarer sa volonté de négocier la paix au moment où la saison des pluies complique les opérations sur le terrain. Cette fois, l'Armée de résistance du Seigneur devra assortir son désir affiché de paix de preuves concrètes en déclarant un cessez-le-feu et en mettant fin définitivement aux actes méprisables et cruels qui continuent de se perpétrer dans le nord de l'Ouganda et le sud du Soudan. Il n'y a aucune raison que les combattants de l'Armée de résistance du Seigneur ne désarment pas. Un programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion bien conçu est en place, qui donne des incitations importantes à cet égard, au moins aux membres de rang subalterne et intermédiaire de cette organisation.

Le Gouvernement ougandais, pour sa part, est encouragé à poursuivre fermement dans la voie pacifique jusqu'à l'achèvement du conflit. Nous nous féliciterions de tout geste du Gouvernement ougandais de nature à aboutir à un dialogue avec l'Armée de résistance du Seigneur, tout en faisant le nécessaire pour assurer la protection des populations civiles vulnérables qui vivent dans le nord de l'Ouganda. Ce ne sont pas que les balles qui tuent les populations : la majorité des morts sont dues aux conditions extrêmement précaires qui règnent dans les camps de personnes déplacées. C'est une situation intolérable à laquelle il faut à tout prix mettre un terme.

Enfin, je voudrais saisir cette occasion pour assurer également le Conseil de la volonté non démentie du Gouvernement danois de continuer de contribuer financièrement à la réponse aux nombreuses crises humanitaires en Afrique. Pour le nord de l'Ouganda, la contribution humanitaire danoise s'est élevée à 2,6 millions de dollars en 2005; en Afrique australe, notre aide humanitaire devrait dépasser les 12 millions de dollars avant la fin de l'année.

M. Oshima (Japon) (*parle en anglais*) : Nous voulons dire notre satisfaction face à la convocation fort à propos de cette séance sur la situation humanitaire en Afrique. Je remercie également le Secrétaire général adjoint, Jan Egeland, de son exposé complet, qui suit celui qu'il a présenté au Conseil il y a deux semaines sur la protection des civils dans les conflits armés (voir S/PV.5319). Ma délégation se félicite de l'organisation de ces séances régulières d'information au nom de la communauté internationale humanitaire des Nations Unies, qui permettent de tenir le Conseil de sécurité précisément au fait de ces questions particulièrement préoccupantes pour la communauté internationale.

En ce qui concerne la situation au Zimbabwe, nous apprécions les efforts que continue de déployer le Secrétaire général pour dialoguer avec le Gouvernement en vue d'améliorer la situation globale dans le pays. Le voyage effectué sur place par le Coordonnateur des secours d'urgence afin de voir la situation qui y règne sur le plan humanitaire, et qui vient de prendre fin, est également à saluer.

Comme l'a dit sans détour M. Egeland, les efforts de dialogue avec le Gouvernement en vue de mettre en place de solides liens de coopération entre les autorités et l'ONU et d'autres acteurs humanitaires ont été difficiles et on ne peut que le regretter. Toutefois, nous encourageons la poursuite de ces efforts, malgré l'absence apparente de progrès actuellement.

Nous sommes préoccupés par l'aggravation de la crise humanitaire au Zimbabwe. Cette crise va au-delà des problèmes de logement rencontrés par les personnes affectées par l'opération Restore Order menée par le Gouvernement. Il convient également de faire face à la détérioration de la situation alimentaire et non alimentaire, car les privations et les pénuries atteignent des proportions critiques. Le fait que l'espérance de vie ait diminué de près de moitié, tombant de 60 à 36 ans, indique bien la gravité de la situation dans ce pays.

Nous nous attendons à ce que le Gouvernement de Harare tienne compte de la voix de la communauté internationale, et à ce qu'il coopère effectivement et sincèrement avec l'ONU et les autres acteurs humanitaires pour aider ceux qui sont touchés par les campagnes d'expulsion et qui ont besoin d'une aide d'importance vitale. La communauté internationale devrait, pour sa part, réagir à cette situation humanitaire grave en renforçant son assistance et en agissant de concert avec le Gouvernement afin de promouvoir le dialogue.

Pour sa part, le Japon a fourni une assistance humanitaire sous forme de couvertures et d'aide alimentaire. Nous espérons vivement que le Gouvernement du Zimbabwe se montrera plus disposé à travailler avec la communauté internationale dans un effort concerté afin de protéger et d'aider les hommes, femmes et enfants du pays même et qui sont dans le besoin. Nous aimerions également que les gouvernements africains de la région s'engagent plus activement à améliorer la situation avec le Gouvernement du Zimbabwe.

Nous demeurons très préoccupés par la conjoncture actuelle au Darfour, où la situation humanitaire semblent s'aggraver, au lieu de s'améliorer. La seule manière d'atténuer la gravité de la situation consiste à réaliser des progrès tangibles dans les négociations, qui ont lieu actuellement à Abuja entre les parties, et nous souhaitons que ces négociations aboutissent à un résultat concret sans tarder.

Dans l'intervalle, nous apprécions vivement les activités menées par l'Union africaine pour assurer la sécurité dans la région, condition indispensable à une aide humanitaire. Nous sommes également préoccupés par le fait que les réfugiés soudanais aient fui vers le Tchad, pays voisin, y provoquant de nombreux problèmes.

La situation humanitaire au nord de l'Ouganda et dans le sud du Soudan, qui touche près de 2 millions de personnes déplacées et où l'Armée de résistance du Seigneur fait des ravages parmi la population, est tout aussi préoccupante. Nous saluons les travailleurs humanitaires, qui participent à des activités humanitaires et de protection, en dépit de conditions sécuritaires défavorables. Nous sommes préoccupés

par l'impasse où se trouve actuellement le dialogue entre le Gouvernement ougandais et l'Armée de Résistance du Seigneur, et nous souhaitons que ces deux parties coopèrent pour obtenir immédiatement des résultats positifs.

Là encore, les pays voisins ont des responsabilités importantes, et un rôle critique à jouer pour améliorer la situation. Nous souhaitons qu'ils exercent autant d'influence que possible à cette fin.

À cet égard, M. Egeland a proposé au Conseil plusieurs mesures concrètes à prendre éventuellement en vue d'affronter la dimension régionale de la crise, notamment la nomination d'un groupe d'experts. Je crois que ces suggestions méritent notre soutien et notre examen attentif.

Enfin, il convient manifestement de tout mettre en œuvre pour fournir une aide humanitaire vitale à tous ceux qui sont dans un extrême besoin – les personnes déplacées, les réfugiés ou les autres personnes touchées. À cette fin, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et les agences humanitaires méritent tout notre appui – moral, politique et financier – et doivent recevoir tout ce dont ils ont besoin.

Dans le même temps, il est clair que les causes profondes et les facteurs qui compliquent ces crises humanitaires graves, qu'elles se produisent en Afrique ou ailleurs, ne se prêtent pas à des solutions faciles. Les conflits, le sous-développement, la pauvreté, le fléau du VIH/sida, la mauvaise gouvernance et la négligence, les échecs des politiques, la criminalité et les catastrophes naturelles sont certains des facteurs et causes, qui compliquent la situation et que nous avons observés un peu partout. Les organismes d'aide et les travailleurs humanitaires font dans de nombreux cas un excellent travail, mais ces problèmes dépassent la capacité qu'ils ont de les résoudre. Comme l'a dit M. Egeland, on ne saurait invoquer l'aide humanitaire pour masquer les réticences que l'on a à s'attaquer aux causes profondes des conflits.

Seuls les efforts concertés de l'ensemble de la communauté internationale nous permettront de nous attaquer avec fruit aux causes profondes de ces problèmes, et le Conseil de sécurité doit de toute évidence jouer un rôle crucial. Dans le même temps, il incombe à la communauté internationale des donateurs – tant les anciens que les nouveaux donateurs – d'aider et d'augmenter leurs contributions dans toute la mesure du possible.

Pour sa part, le Japon continuera d'œuvrer bilatéralement avec les pays touchés, et multilatéralement avec l'ONU et d'autres organes, pour jouer son rôle dans le contexte de cette responsabilité partagée. En Afrique, nos efforts conduiront principalement à la promotion de la bonne gouvernance et du développement économique, sur la base d'un double principe qui consiste à encourager la maîtrise de son destin par l'Afrique et à promouvoir son partenariat avec la communauté internationale, en conformité avec l'esprit du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique continue d'être un moyen important de favoriser la coopération avec l'Afrique. La promotion de la notion de sécurité humaine, avalisée dans le document final du sommet de septembre, est un autre instrument de coopération efficace à cet égard. Notre appui à l'Afrique et notre coopération avec les États africains seront renforcés, et ceci inclut une action par le biais de l'ONU, chaque fois que possible et nécessaire.

M. Sardenberg (Brésil) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous remercier d'avoir convoqué la présente réunion. Je tiens aussi à remercier le Secrétaire général adjoint Jan Egeland de son exposé détaillé de ce matin, qui est le troisième cette année sur la situation humanitaire en Afrique.

Comme cela a été mentionné à des séances précédentes, des millions de personnes en Afrique continuent de porter tout le poids de la famine, de la pauvreté extrême et des pandémies, et survivent chaque jour dans une pauvreté extrême. Des enfants ont faim et souffrent de maladies qui pourraient souvent être traitées à peu de frais. Des millions de personnes souffrant du VIH/sida n'ont pas accès aux médicaments qui pourraient sauver leur vie.

Je voudrais évoquer quelques questions liées à la crise humanitaire en Afrique. Dans certaines situations, les Africains souffrent aussi de toutes sortes de violences lors d'insurrections ou de conflits armés. Il est troublant de constater que les conflits tuent plus de personnes en Afrique qu'ailleurs et que le plus grand nombre de personnes déplacées se trouvent sur le continent africain. Nous ne devons pas ignorer le très

lourd tribut payé par les pays en proie à un conflit et l'impact sur leurs voisins.

Les États concernés et la communauté internationale dans son ensemble ont encore beaucoup à faire. L'ONU, y compris le Conseil de sécurité, accorde la priorité à l'Afrique, ce qui se reflète dans le fait que les questions africaines représentent maintenant plus de 60 % de l'ordre du jour du Conseil. Cependant, la plupart des crises humanitaires en Afrique sont, dans une grande mesure, liées à plusieurs facteurs interdépendants. Nous devons continuer d'élaborer des approches pluridimensionnelles pour faire face à ces crises.

Il est nécessaire de reconnaître que les questions décisives au niveau de l'assistance humanitaire et du développement, telles que le financement, n'entrent pas dans les prérogatives du Conseil. Il est, à cet égard, encourageant de voir que l'Assemblée générale a décidé d'améliorer le Fonds central autorenouvelable d'urgence actuel, qui deviendra le Fonds central d'intervention d'urgence, afin de mener une action plus rapide et plus prévisible face aux urgences humanitaires. Il ne faut pas oublier, par exemple, qu'il a fallu quatre mois pour engager des fonds dans le cadre de l'appel aux secours d'urgence après la levée des restrictions imposées à l'accès au Darfour.

Le fait que ce fonds continuera d'opérer conformément à la résolution 46/182 de l'Assemblée générale est également encourageant. Nous espérons que ce nouveau mécanisme aidera à faire en sorte que l'assurance humanitaire soit fournie sur la base des besoins existants et attribuée de manière non discriminatoire, équilibrée et proportionnelle.

Nous devons continuer de travailler avec l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, car ces deux organes traitent des questions humanitaires de manière globale. Nous espérons en même temps que la création de la Commission de consolidation de la paix favorisera une meilleure coordination entre les organes de l'ONU et les autres acteurs, de façon à aborder les causes sociales et économiques profondes des conflits en vue de prévenir l'apparition, l'extension ou la reprise des conflits. Nous devons continuer de nous concentrer sur des démarches efficaces nous permettant de briser les cercles vicieux destructeurs dans lesquels se perpétuent mutuellement conflits, banditisme, absence de développement et conditions sociales déplorables.

Nous remercions M. Egeland de son compte rendu détaillé sur la situation humanitaire dans la région, qui mérite un examen attentif de notre part.

M. Vassilakis (Grèce) (*parle en anglais*) : Comme mes collègues, je voudrais remercier le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Jan Egeland, de son exposé fort éclairant et détaillé d'aujourd'hui. Nous nous félicitons de ce débat et nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance sur la situation humanitaire en Afrique.

Les crises humanitaires en Afrique, comme ailleurs, sont multiformes. Elles résultent souvent de facteurs divers mais synergiques tels que les conflits, les catastrophes naturelles, les pandémies, la pauvreté et la mauvaise gouvernance. Comme bon nombre de processus qui entraînent des pertes en vies humaines et des destructions à grande échelle, les catastrophes humanitaires sapent souvent les États en tant qu'unité de base du système international et elles ont de vastes répercussions au niveau régional.

Jusqu'à une date récente, les conflits et, habituellement, les troubles civils étaient les facteurs les plus importants à l'origine des catastrophes humanitaires en Afrique. Heureusement, des progrès remarquables ont néanmoins été réalisés dans ce domaine au cours des 10 dernières années. Les conflits ont pris fin en Angola, au Libéria, en Sierra Leone et au Burundi, entre autres pays. En outre, en République démocratique du Congo, après des décennies de guerre, le pays se trouve maintenant dans une phase de transition et se prépare avec rigueur à des élections nationales, tandis qu'au Soudan, après 20 ans, la guerre civile a pris fin avec la signature d'un accord de paix global.

Néanmoins, nos efforts ne sont pas aussi fructueux que nous l'aurions souhaité. Bon nombre de conflits sont encore en cours et ont créé des crises humanitaires prolongées.

La situation au Darfour continue d'être une source de vive préoccupation et de présenter des défis supplémentaires au niveau humanitaire. Selon le rapport du Secrétaire général sur le Darfour, 3,4 millions de personnes ont été touchées par la crise, et 1,75 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays. Nous nous félicitons à cet égard du plan de travail 2006 pour le Soudan, qui a été lancé récemment et qui demande des ressources de l'ordre de

1,7 milliard de dollars pour relever les problèmes de relèvement monumentaux qui se présentent dans le pays.

Dans le nord de l'Ouganda, la guerre horrible menée depuis 18 ans par l'Armée de résistance du Seigneur a visé les civils, notamment les enfants. Durant le conflit, plus de 25 000 enfants ont été enlevés, tandis que 1,7 million de personnes ont été déplacées.

Les exemples tant du Soudan que du nord de l'Ouganda mettent en lumière les conséquences régionales des conflits et les retombées humanitaires qu'ils entraînent souvent. Par exemple, depuis le début du conflit du Darfour, au début de 2003, plus de 200 000 Soudanais ont traversé la frontière pour fuir au Tchad, alors que l'Armée de résistance du Seigneur était active dans trois pays, en Ouganda, au Soudan et en République démocratique du Congo. Ces exemples montrent la nécessité d'une coopération régionale afin de se concentrer sur les crises humanitaires et de se pencher sur les causes profondes des conflits. Ils montrent également que les États ne peuvent pas faire montre d'indifférence à l'égard des problèmes auxquels leurs voisins sont confrontés. L'importance de la coopération régionale et transfrontalière est une question que les partenaires régionaux ont fini par reconnaître, comme l'a montré clairement la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. L'importance croissante de la dimension régionale des crises humanitaires a également un impact sur la façon dont le Conseil mène ses travaux. La promotion d'une coopération entre les missions en est manifestement un exemple.

Selon de nombreux analystes de l'Afrique, les crises de gouvernance, associées souvent à des catastrophes naturelles ou à des pandémies, sont la principale cause des catastrophes humanitaires sur le continent. Des politiques économiques contre-productives et l'absence de volonté politique pour faire face aux problèmes créés par ces politiques constituent un phénomène répandu.

Le Zimbabwe, par exemple, fait face à une situation économique critique avec des pénuries alimentaires et un déficit budgétaire considérable, à quoi s'ajoutent l'inflation, le chômage et la pandémie du VIH/sida. Environ 20 % de la population sont infectés par le sida, tandis que 1,5 million d'enfants sont des orphelins du sida. Il est évident que le Zimbabwe a un besoin pressant d'aide internationale humanitaire pour faire face à une urgence réelle, qui touche une grande partie de la population.

Nous nous félicitons de ce que l'ONU déploie des efforts considérables en vue de remédier à la situation. Nous nous félicitons de la visite récente de M. Egeland au Zimbabwe, ainsi que de l'accord signé par les organismes de l'ONU et le Gouvernement zimbabwéen afin d'organiser une aide alimentaire et des programmes de lutte contre le VIH/sida. Nous prenons également note de l'échange entre le Gouvernement zimbabwéen et l'ONU à propos de la nécessité de fournir des abris.

Le débat d'aujourd'hui montre une fois de plus la nécessité pour l'ONU d'adopter une approche globale en vue de résoudre les crises humanitaires. La Grèce contribuera dans la mesure de ses moyens et envisagera favorablement les mesures proposées par M. Egeland. Les trois piliers, à savoir le développement, la sécurité et les droits de l'homme, sont particulièrement importants face aux problèmes humanitaires. Dans cette approche, le rôle du Conseil de sécurité en tant que garant de la paix et de la sécurité internationales est d'une importance primordiale.

M. Manongi (République-Unie de Tanzanie) (*parle en anglais*) : Nous nous joignons aux autres orateurs pour remercier M. Egeland de son exposé pénétrant de ce matin. Nous souhaitons également louer le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du travail important effectué en Afrique.

Des millions d'Africains vivent dans des pays où un conflit armé sévit ou risque d'éclater de façon imminente. C'est une préoccupation légitime pour nous tous. D'autre part, bon nombre de processus de paix encourageants se déroulent actuellement en ce qui concerne tous les grands conflits en Afrique, malgré l'instabilité constante. L'engagement accru en faveur de la paix et de la sécurité de la part des organisations africaines en constitue un exemple, tout comme la coopération entre l'ONU et nos organisations en Afrique.

M. Egeland vient de nous dire qu'aucun secours humanitaire ne peut offrir à ceux qui sont menacés par les conflits ce qu'ils veulent avoir dès le premier jour, à savoir une protection efficace contre la pire violence et la possibilité de réintégrer leurs foyers. Nous sommes d'accord. En effet, le renforcement de la capacité de l'Afrique à prévenir les conflits et à gérer

les crises doit demeurer notre principal objectif. Des interventions militaires au coup par coup et des mesures humanitaires sont nécessaires pour prévenir de nouvelles pertes en vies humaines dans les situations d'urgence, mais ces efforts ne peuvent au mieux que maîtriser une situation et non la régler. L'investissement dans des outils axés sur le développement, le renforcement des capacités de médiation et de consolidation de la paix sont nécessaires pour veiller à ce que les conflits en cours soient réglés et que les conflits futurs soient prévenus. Sans ce type d'investissement, nous aurons de plus en plus à réagir plutôt qu'à intervenir.

M. Egeland a montré combien cet investissement peut s'avérer onéreux. Il est utile de noter que l'Afrique a reçu environ 7 milliards de dollars en aide humanitaire entre 1995 et 2001. Le coût des opérations de maintien de la paix de l'ONU a été évalué à 2,8 milliards de dollars pour la période juillet 2004-juin 2005.

L'Afrique a démontré sa volonté de faire face aux conflits dans la région. Le Secrétaire général adjoint a également fait observer qu'il n'avait pas été assez fait en ce qui concerne l'Ouganda. Nous n'avons pas assez fait pour créer les conditions susceptibles de convaincre l'Armée de résistance du Seigneur de participer aux programmes de désarmement et de réinsertion.

L'un des principes de l'Union africaine est le respect du caractère sacré de la vie humaine. Dans ce contexte, nous voudrions réaffirmer la position du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) sur le meilleur moyen d'aider l'Afrique à renforcer ses capacités en matière de gestion des conflits, en se concentrant sur quatre domaines, à savoir la prévention et le règlement des conflits, le maintien et l'imposition de la paix, la réconciliation après le conflit et la lutte contre la prolifération illicite des armes légères et des mines terrestres.

Les causes des crises humanitaires en Afrique sont nombreuses, complexes et interdépendantes. Tout en reconnaissant que les choix politiques peuvent y jouer un rôle, il faut aussi admettre que les phénomènes naturels, tels que la sécheresse ou la pandémie du VIH/sida, sont aussi des facteurs qui entrent en jeu. Tous ces éléments se combinent entre eux et c'est sur la totalité d'entre eux que nous devons concentrer notre attention.

M. Wolf (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général adjoint Egeland pour son rapport exhaustif et inquiétant, et plus particulièrement pour ses précieuses propositions concrètes.

Nous nous félicitons que l'Organisation des Nations Unies soit demeurée engagée envers les graves problèmes humanitaires qu'affronte l'Afrique en général, et plus particulièrement le Zimbabwe, l'Ouganda et le Darfour. Les États-Unis estiment qu'une crise alimentaire représente une menace non seulement pour le bien-être de la population africaine, mais également pour la stabilité et la sécurité régionales, et c'est pourquoi nous avons multiplié par trois notre promesse d'aide à l'Afrique l'année passée.

Le malheur et la terreur semés par les exactions de l'Armée de résistance du Seigneur dans le nord de l'Ouganda ne sont peut-être pas aussi connus du monde que la situation au Darfour et au Zimbabwe, mais les attaques meurtrières, les enlèvements, les destructions par le feu des villages et des champs, auxquels elle se livre, et plus particulièrement les enlèvements d'enfants pour en faire des soldats ou des esclaves sexuels ou des serviteurs, font de l'Armée de résistance du Seigneur l'un des groupes les plus odieux en son genre. Il s'agit d'un groupe que nous devrions tous nous efforcer de combattre afin de mettre un terme aux atrocités qu'il commet et au trouble qu'il entraîne.

Le Soudan demeure une priorité absolue pour les États-Unis. Avec leurs partenaires internationaux, les États-Unis jouent un rôle majeur s'agissant de soutenir l'Accord de paix global et les pourparlers d'Abuja, de fournir une aide humanitaire d'importance vitale au Darfour et dans le sud du Soudan, de conduire les efforts visant à mettre fin à la violence au Darfour et à poursuivre les auteurs d'atrocités. Le Président Bush a été le premier chef d'État à évoquer publiquement la crise humanitaire au Darfour. Nous avons été les premiers à attirer l'attention du Conseil de sécurité sur le Darfour, les premiers à affirmer qu'un génocide avait eu lieu au Darfour et les premiers à demander des poursuites contre les auteurs de violences et d'atrocités. Nous sommes aussi l'un des principaux fournisseurs d'aide humanitaire, avec plus de 506 millions de dollars d'aide alimentaire envoyée au Darfour et dans l'est du Tchad depuis le début de la

crise du Darfour. Nous remercions le Secrétaire général adjoint Egeland de nous rappeler ce que nous devons encore faire tous ensemble.

L'effondrement économique et l'insécurité alimentaire sont désormais chroniques au Zimbabwe, nous dit-on. Des millions de Zimbabwéens ont fui vers l'Afrique du Sud et ailleurs. Compte tenu de la pénurie d'engrais et d'intrants qui sévit actuellement durant la période d'ensemencement, la récolte de l'année prochaine sera pire encore que celle de cette année, ce qui aura de graves conséquences pour la sécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire et l'effondrement de l'économie sont le résultat d'une mauvaise politique, de l'absence de toute transparence et de la disparition de l'état de droit.

L'Organisation des Nations Unies doit rester engagée auprès du Gouvernement zimbabwéen pour procéder à une réforme économique et politique de fond. L'ONU devrait continuer d'insister auprès du Gouvernement zimbabwéen sur la nécessité impérative d'entamer un dialogue avec les donateurs et les institutions financières internationales. L'engagement de l'ONU peut influer sur le comportement de ce gouvernement, comme nous l'avons vu lorsqu'il a signé un mémorandum d'accord avec le Programme alimentaire mondial à la veille de la visite du Secrétaire général adjoint Egeland, et lorsque l'intervention de l'Envoyé spécial Tibaijuka a permis de mettre fin à l'opération Restore Order.

L'ONU devrait également exhorter le Gouvernement zimbabwéen à tendre la main à tous les Zimbabwéens, aux partis politiques et aux groupes de la société civile, et à s'engager dans un dialogue pour parvenir à un règlement politique durable. Les lois répressives doivent être abrogées. Le Zimbabwe a besoin d'un gouvernement largement représentatif pour relever les immenses défis économiques et humanitaires auxquels il est confronté.

Nous pensons qu'une visite du Secrétaire général adjoint Gambari au Zimbabwe au début de 2006 permettrait de préserver l'élan insufflé par la visite du Secrétaire général adjoint Egeland, et l'itinéraire devrait également inclure le Soudan, l'Ouganda et d'autres pays de la région. Le Secrétaire général adjoint Gambari devrait encourager les nations africaines à intensifier leur engagement auprès des parties zimbabwéennes pour trouver rapidement des solutions à la crise économique dans ce pays. À titre d'exemple, le prêt de 470 millions de dollars proposé par l'Afrique du Sud pourrait, s'il est assorti de conditions en vue d'une réforme politique et économique au Zimbabwe, constituer un élément d'une éventuelle « solution africaine ».

Ce qui compte avant tout, c'est de rétablir la démocratie, la croissance économique et la sécurité alimentaire au Zimbabwe. Si les conditions sont propices à de réels progrès, le Secrétaire général, M. Annan, devrait se rendre lui-même au Zimbabwe à la suite de la visite du Secrétaire général adjoint Gambari.

Nous croyons également que les pays africains ont un rôle important, et même fondamental, à jouer dans le règlement de la crise au Zimbabwe et nous les encourageons à travailler avec l'ONU et la communauté internationale afin que le Gouvernement zimbabwéen s'engage dans un dialogue constructif.

M. Mayoral (Argentine) (*parle en espagnol*) : Je voudrais à nouveau remercier le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Jan Egeland, de l'exposé exhaustif, le troisième, qu'il vient de nous présenter sur la situation critique que connaissent de nombreuses populations sur ce continent.

La gravité de la situation nous pousse à nous interroger sur les causes et les origines de ces crises humanitaires récurrentes. S'il est vrai qu'elles trouvent leurs racines dans l'histoire de l'ensemble du continent, elles sont toutefois liées, aujourd'hui, à des facteurs politiques aggravés par les catastrophes naturelles, la famine et les maladies anciennes, tels le paludisme et le choléra, et nouvelles comme la pandémie du VIH/sida, auxquelles il n'existe toujours pas de remède immédiat.

Malheureusement, le rapport de M. Egeland réaffirme la persistance des crises humanitaires qui continuent de sévir, entre autres, dans la région des Grands Lacs, au Zimbabwe, au Malawi, au Niger et, comme nous l'avons entendu à de nombreuses reprises, au Darfour.

À cet égard, nous voudrions insister une fois encore sur la nécessité pour le Conseil de garder tout particulièrement à l'esprit la dimension humaine des conflits. Il n'est pas possible de demeurer indifférent devant la souffrance de populations civiles innocentes, ni devant les violations des droits de l'homme ou du

droit international humanitaire. Ceci nous conduit à affirmer qu'aucune considération sécuritaire ne peut l'emporter sur l'obligation qui incombe à tous les États de respecter ces normes.

De même, nous estimons nécessaire d'insister sur le fait que les parties à un conflit ont également la responsabilité directe de faire respecter le droit international humanitaire en toutes circonstances.

À la lumière des propos de M. Egeland, nous voudrions à présent soulever les questions suivantes. En premier lieu, nous sommes particulièrement préoccupés par le lien qui existe entre les incidents récents ayant affecté la sécurité du personnel humanitaire et les difficultés d'accès de ce même personnel humanitaire aux populations démunies.

Dans ce contexte, nous ne pouvons sous-estimer la gravité des attaques qui ont eu lieu ces derniers mois contre le personnel humanitaire dans la partie septentrionale de l'Ouganda et au Darfour et leurs conséquences concrètes sur l'accès de ce personnel aux populations touchées. Outre la nature criminelle de ces attaques sur lesquelles la Cour pénale internationale a compétence – et, à ce propos, il est utile de rappeler que le Procureur de la Cour, M. Moreno-Ocampo, y a fait référence lundi dernier au cours de son exposé au Conseil – nous ne pouvons que répéter ce que le Conseil a énoncé dans sa résolution 1296 (2000), dans laquelle il se déclarait disposé à adopter les mesures appropriées dans les situations où l'accès aux civils était entravé, y compris également à évaluer les situations dans lesquelles le refus délibéré d'accorder un tel accès peut menacer la paix et la sécurité internationales.

Deuxièmement, nous suivons avec une attention particulière et une grave préoccupation la situation dans laquelle se trouvent les différents groupes de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Nous n'ignorons pas la susceptibilité que la mention de la question relative aux personnes déplacées peut susciter, mais nous ne pouvons oublier que les populations civiles déplacées font partie des groupes les plus vulnérables de populations civiles dans les conflits armés. Il convient de rappeler que s'agissant de ces groupes, il a été assigné au Conseil un rôle subsidiaire de protection.

S'agissant des situations concrètes mentionnées par M. Egeland, nous souhaiterions également connaître son avis en ce qui concerne la possibilité d'un accord dans le cadre du processus d'Abuja, et dans quelle mesure pense t-il que celui-ci puisse avoir un effet sur la situation humanitaire critique au Darfour et sur ses conséquences possibles dans la partie septentrionale de l'Afrique.

Avant de terminer, nous souhaiterions dire ici que la création d'un nouvel organe au sein de l'Organisation des Nations Unies peut contribuer à régler, ou du moins à pallier, en particulier les situations humanitaires sur le continent africain.

Pour terminer, nous souhaiterions une fois encore remercier M. Egeland des efforts qu'il déploie pour l'amélioration de la situation des populations civiles. Nous exprimons à nouveau l'attachement de l'Argentine à son travail quotidien qui est d'assurer la protection des civils dans les conflits armés.

M. Zhang Yishan (Chine) (*parle en chinois*) : Je souhaiterais tout d'abord remercier le Secrétaire général adjoint Egeland de son exposé sur la situation humanitaire dans plusieurs régions africaines. À l'écoute des exposés qu'il a faits à de nombreuses occasions, nous avons noté le fil d'Ariane qui parcourt ses présentations : sa grande compassion et sa grande préoccupation pour les peuples qui souffrent et sa volonté que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires joue pleinement son rôle afin d'alléger ces souffrances.

Comme nous l'a dit le Secrétaire général adjoint, la situation humanitaire dans certaines parties de l'Afrique est très grave. Les populations endurent quotidiennement d'immenses souffrances – notamment la faim, la pauvreté, la mort et les pandémies. La Chine est très sensible à leur sort et est préoccupée par les difficultés auxquelles sont confrontés les pays et les peuples touchés. Nous appelons la communauté internationale à faire un effort conjoint pour intensifier l'aide humanitaire fournie afin d'aider ces pays à surmonter ces moments difficiles.

Nous devons également prendre conscience du fait que les crises humanitaires ont de nombreuses causes. Les conflits armés, les catastrophes naturelles, les épidémies et d'autres facteurs jouent tous un rôle. En fournissant l'aide matérielle, la communauté internationale devrait prêter une plus grande attention aux situations présentes dans les pays concernés, prendre les mesures nécessaires pour faire face aux problèmes et mettre l'accent sur l'élimination des causes profondes des crises humanitaires.

L'atténuation des crises humanitaires en Afrique doit principalement dépendre des efforts faits par les pays concernés, tout en respectant leurs points de vue et leurs dirigeants et en permettant que leurs initiatives respectives soient pleinement mises en œuvre. La communauté internationale doit appuyer les efforts des gouvernements des pays concernés et coopérer à ces efforts. Parallèlement, nous devons également associer pleinement les organisations régionales et sous-régionales, telles que l'Union africaine. Il nous faut également éviter de politiser les questions humanitaires. Non seulement cela n'est pas propice au règlement des problèmes, mais cela peut également les compliquer davantage. Cela n'est pas par conséquent souhaitable.

M. Chuasoto (Philippines) (*parle en anglais*) : Ma délégation se joint aux autres délégations pour remercier le Secrétaire général adjoint Jan Egeland de son exposé complet aujourd'hui.

L'Afrique est confrontée à des défis gigantesques tant politiques qu'humanitaires. La poursuite des conflits en Afrique a causé d'immenses souffrances. Les civils sont souvent les principales cibles dans les situations de conflit et sont privés de la paix et de la sécurité fondamentales. Les ramifications des crises humanitaires peuvent souvent avoir des conséquences désastreuses pour la paix et la sécurité. Cependant, en de nombreuses occasions les efforts visant à répondre à ces urgences n'ont pas reçu l'attention requise ou les ressources appropriées n'ont pas été fournies pour aider les populations vulnérables dans le besoin.

Assurer la paix et la sécurité est la responsabilité principale du Conseil de sécurité. Bien que le Conseil soit l'organe du système des Nations Unies qui réponde le plus rapidement, apporter une réponse aux crises humanitaires est une entreprise qui sera mieux gérée grâce à la coordination et à la coopération de tous les organes et institutions des Nations Unies. Cependant, par l'attention qu'il accorde à ces crises, la présidence du Conseil peut inciter à l'action, veiller à un engagement durable et recueillir l'appui des acteurs régionaux et des donateurs. Les mesures prises par le Conseil peuvent en particulier répartir les responsabilités afin de mettre en place une protection efficace contre la violence sur le terrain et de s'attaquer aux causes profondes des conflits. En outre, l'appui du Conseil aux initiatives visant à renforcer les capacités locales et nationales dans les crises humanitaires augmente considérablement les chances de succès de ces initiatives.

Avec la création imminente de la Commission de consolidation de la paix, nous pensons que le moment est venu pour le Conseil de trouver des moyens de contribuer au renforcement des liens entre l'action humanitaire et l'intégration, la réhabilitation et la consolidation de la paix. Cela permettra au Conseil de renforcer sa démarche à l'égard des crises humanitaires dans le cadre plus large des efforts de consolidation de la paix.

Ma délégation est gravement préoccupée par les crises humanitaires en Afrique, ainsi que par les obstacles qui entravent la satisfaction des besoins humanitaires. Il est évident que des problèmes graves subsistent, en particulier s'agissant d'obtenir un financement prévisible afin de répondre aux urgences humanitaires dans les délais et avec efficacité. L'approche adoptée par la communauté internationale pour répondre aux situations de crises en Afrique doit être davantage tournée vers l'avenir et se fonder sur des partenariats coordonnés et intégrés entre les Gouvernements africains, les organisations régionales, les partenaires de développement et les organisations non gouvernementales (ONG) locales.

Nous souhaiterions saisir cette occasion pour saluer les efforts inlassables faits par les ONG et par les médias pour sensibiliser davantage la communauté internationale à ces crises. Leurs activités de plaidoyer demeurent une contribution importante au règlement de ces crises humanitaires en Afrique.

Enfin, ma délégation renouvelle sa reconnaissance à M. Egeland et à son équipe. Nous l'assurons de notre appui continu dans ses efforts humanitaires en Afrique.

M. Dumitru (Roumanie) (*parle en anglais*) : Nous vous sommes reconnaissants, Monsieur le Président, d'avoir pris l'initiative d'organiser la présente réunion d'information opportune. Je souhaiterais me joindre aux autres membres du Conseil pour remercier le Secrétaire général adjoint Jan Egeland de sa présentation complète.

Les défis humanitaires auxquels est confronté le continent africain ont une fois encore appelé l'attention du Conseil et l'ont poussé à examiner avec soin la situation. La pratique visant à présenter à intervalles réguliers au Conseil des exposés sur les faits récents

survenus en matière humanitaire en Afrique est en effet très appréciée et très utile. Nous saluons notamment le travail fourni par M. Egeland. Les missions périodiques qu'il a effectuées en Afrique témoignent de son dévouement et de l'accent particulier mis par l'ONU sur la nécessité de traiter de manière aussi efficace et urgente que possible les besoins humanitaires de ce continent.

Dans ce contexte, je voudrais axer mon propos sur trois questions. Premièrement, en ce qui concerne le Soudan, nous étions particulièrement désireux d'entendre l'exposé sur la situation au Darfour, car la période récente a été riche en faits nouveaux. En particulier, le fait nouveau le plus encourageant est la septième série de pourparlers de paix inter-soudanais sur la situation au Darfour qui a démarré à Abuja en novembre sous la médiation efficace de l'Union africaine. Si nous semblons avoir progressé sur le front politique, nous voulons que cela se traduise sur le terrain par une amélioration de la situation humanitaire au Darfour. Il est regrettable, toutefois, que la violence et les atrocités restent quotidiennes et soient dirigées contre les civils, y compris les femmes et enfants, les travailleurs humanitaires et le personnel international de maintien de la paix. Dans le même temps, étant donné le climat d'insécurité qui prévaut au Darfour, il est devenu beaucoup plus difficile de fournir de l'assistance à ceux qui en ont le plus besoin.

Nous nous félicitons du rôle crucial que joue la Mission des Nations Unies au Soudan et nous saluons les efforts vaillants de son personnel pour apporter un réconfort dans cette tragédie humaine. Nous apprécions aussi à sa juste valeur la présence constante de la mission de l'Union africaine au Darfour. Il est particulièrement encourageant de voir les résultats d'une prise en charge par les acteurs régionaux.

Deuxièmement, en ce qui concerne le nord de l'Ouganda, nous partageons l'avis que le conflit qui s'y déroule a d'importantes dimensions régionales, susceptibles de déstabiliser la sécurité déjà fragile dans la région et de perturber les efforts humanitaires en cours. Nous restons convaincus que le règlement de ce conflit n'est possible que par des voies politiques et non militaires. De plus, les perspectives d'amélioration de la situation humanitaire dépendent étroitement des progrès réalisés au niveau politique, le Gouvernement devant honorer ses responsabilités quant à la protection de la population dans le nord et l'Armée de résistance du Seigneur devant cesser immédiatement tous actes de violence et entamer des pourparlers politiques.

Tout comme d'autres, nous sommes particulièrement préoccupés devant la situation des près de 2 millions de personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda. À cet égard, j'aimerais demander à M. Egeland de nous dire ce que l'ONU envisage de faire pour répondre aux besoins des personnes déplacées, sachant que la majorité d'entre elles dépendent en grande partie de l'assistance internationale pour survivre.

Troisièmement, à propos du Zimbabwe, nous apprécions vivement les informations que M. Egeland vient de nous fournir, à la suite de la visite opportune qu'il y a effectuée dans ce pays en décembre. La Roumanie partage la vive préoccupation qu'il a exprimée au sujet de la situation au Zimbabwe. L'action humanitaire semble cruciale pour ce pays, où la situation s'aggrave continuellement, où la pénurie alimentaire devient chronique et où le nombre de personnes ayant besoin d'assistance augmente. À cet égard, nous exhortons le Gouvernement à travailler avec la communauté internationale et les institutions humanitaires pour répondre aux besoins de la population vulnérable. Nous nous félicitons donc des progrès dont a fait état M. Egeland, notamment des accords auxquels il est parvenu avec le Gouvernement sur un grand nombre de questions, ce qui facilitera la riposte de l'ONU à la crise humanitaire au Zimbabwe.

Enfin, comme ceci est la dernière intervention de la Roumanie sur ce sujet en tant que membre élu du Conseil de sécurité, nous tenons à souligner que, par rapport au Zimbabwe ou au nord de l'Ouganda, la Roumanie estime que la communauté internationale n'a aucune excuse pour simplement se cacher derrière l'étiquette des crises dites oubliées ou silencieuses et de ne rien faire d'autre que négliger les faits graves qui continuent de survenir et qui, pour silencieux et méconnus qu'ils soient, coûtent la vie à un nombre incalculable de personnes et provoquent des souffrances indicibles. Cela est vrai, bien entendu, non seulement du continent africain mais aussi d'autres régions du monde.

M. Smirnov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général adjoint, M. Egeland, de son exposé détaillé sur la situation humanitaire dans plusieurs régions d'Afrique.

La véritable situation de l'Afrique et la profondeur des crises qui s'y déroulent exigent que nous nous penchions sur la question de l'augmentation de l'assistance humanitaire. Nous rendons hommage au travail plein d'abnégation que le personnel humanitaire des Nations Unies accomplit dans des circonstances très difficiles, notamment au Darfour, mais aussi dans d'autres régions. Toutefois, il est tout aussi important au niveau stratégique d'adopter une approche systémique d'ensemble, qui doit en particulier nous permettre d'éviter que l'assistance humanitaire ne soit distribuée de façon inégale sur le continent, et de mettre fin au phénomène de ce que l'on appelle les situations d'urgence oubliées.

Nous pensons que la situation devrait changer dans un avenir proche, avec la réorganisation du Fonds central autorenouvelable d'urgence et sa transformation en Fonds central pour les interventions d'urgence. Comme nous le savons tous, les modalités de base de ce mécanisme ont été mises en place dans une résolution récemment adoptée par l'Assemblée générale. Celle-ci prévoit en particulier que les ressources du Fonds seront allouées aux procédures d'alerte en cas de catastrophes naturelles et serviront à répondre aux besoins humanitaires évidents de pays dans les cas où l'urgence est telle qu'elle ne permet pas de mobiliser des fonds dans le cadre d'un appel global interinstitutions classique.

L'Organisation des Nations Unies et le Conseil de sécurité sont activement impliqués dans le règlement des problèmes de l'Afrique. L'Organisation, qui dispose d'une expérience incomparable dans le règlement des conflits et dans le relèvement d'après-conflit, peut mobiliser la communauté internationale et différents mécanismes régionaux et sous-régionaux pour parvenir à une solution globale aux problèmes des pays africains. Les expériences positives obtenues grâce à une coopération de plus en plus fructueuse entre les organes principaux de l'ONU, chacun agissant dans le cadre de son mandat, sont un important facteur de progrès en ce sens. La décision attendue prochainement quant à la mise en place de la Commission de consolidation de la paix marquera sûrement un pas significatif de plus dans cette direction.

La Russie se félicite du renforcement du rôle des États africains dans la politique mondiale et de leurs efforts en vue de régler les conflits régionaux restants sur le continent, ainsi que de leur réaffirmation des droits de l'homme et de la démocratie. Nous sommes conscients de l'ampleur des problèmes auxquels l'Afrique est confrontée, c'est pourquoi nous attachons une importance particulière au renforcement de l'intégration des activités de maintien de la paix de l'Union africaine et des organisations sous-régionales africaines. Nous prenons note des résultats fructueux des efforts déployés par l'Union africaine en vue du règlement des conflits sur le continent.

L'attention que la communauté mondiale consacre aux problèmes de l'Afrique ne doit pas décliner. A l'ONU et dans d'autres structures internationales, la Russie compte à l'avenir suivre une politique conforme aux intérêts des États du continent et maintenir sa participation à des mesures convenues pour une assistance globale à l'Afrique, y compris à travers le Groupe des Huit et d'autres instances multilatérales. Nous continuerons d'appuyer activement les efforts déployés en vue de régler les crises et de renforcer le potentiel africain en matière de maintien de la paix.

M. de La Sablière (France) : Je voudrais d'abord, en remerciant M. Egeland, lui dire à quel point nous apprécions son engagement pour la cause humanitaire, mais aussi pour le continent africain. Il est important qu'il nous fasse rapport régulièrement sur la situation humanitaire dans cette région d'Afrique. Le Conseil de sécurité consacre, à juste titre, beaucoup de temps et d'efforts à l'examen de la situation en Afrique pour aider les pays africains, en complémentarité avec l'action de l'Union africaine et d'autres organisations sous-régionales.

Il est important, je crois, que nous ayons une bonne connaissance de la situation humanitaire dans certaines régions des causes des crises, mais également de leurs conséquences, car elles affectent souvent les pays voisins et la stabilité des sous-régions. D'ailleurs, trop de crises humanitaires, comme l'a dit M. Egeland, sont dues à des causes non économiques. L'aide alimentaire ne peut pas être un alibi pour ne pas reconnaître les causes des crises qui font souffrir si durement des millions de personnes. Je rejoins donc totalement les remarques qu'il a faites sur ce point.

Je reprendrai brièvement les principales situations qu'il a évoquées dans son exposé. D'abord, au sujet du Darfour, la description que M. Egeland nous a faite de la situation au Darfour rappelle à quel point celle-ci est préoccupante. Il faudra, sur le plan

humanitaire, sans aucun doute, poursuivre en 2006 l'assistance humanitaire de la communauté internationale, y compris au Tchad. La communauté internationale devra veiller à ce que l'accès aux camps soit garanti et qu'aucune entrave ne soit apportée au travail des organisations non gouvernementales. Mais la situation humanitaire liée à la situation sécuritaire dépend, au-delà des pressions qui doivent s'exercer pour que celle-ci s'améliore, de la situation politique.

Dans l'immédiat, les pressions sur les parties doivent être maintenues à Abuja et je pense que notre Conseil devra y revenir régulièrement, et y compris dans le cadre d'une stratégie globale.

Je voudrais faire une petite digression à ce sujet : je trouve que nous avons tendance, ou un peu trop tendance, dans l'examen de la situation au Darfour et au Soudan, à examiner les problèmes séparément. D'ailleurs, M. Egeland, lorsqu'il nous a fait sa présentation, les a liés, parce que ces problèmes sont liés. C'est sûr qu'ils sont d'une telle complexité que pour des raisons techniques, nous avons parfois des arguments pour les examiner séparément : la situation humanitaire, la situation sécuritaire, avec la question éventuelle des remplacements par les Nations Unies de l'effort remarquable qui est fait par l'Union africaine; la situation politique, et puis enfin la question de l'application de l'accord de paix. Mais il me semble que, de temps en temps, nous devrions globalement regarder ces questions, de manière à ce que notre engagement soit plus fort. Nous avons besoin de cette vision globale, je crois, pour mieux aider le Soudan.

L'action de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) dans le nord de l'Ouganda et dans la région crée une situation qui est de plus en plus intolérable. Il est normal que le Conseil se penche sur cette question. Cette affaire a de nombreuses dimensions, au-delà de la dimension humanitaire : il y a le problème de l'accès aux populations, qui intéresse le Conseil de sécurité, et puis il y a également une dimension régionale, qui est de plus en plus soulignée.

Dans son intervention, M. Egeland a fait des propositions pour l'examen de ces questions par le Conseil, aujourd'hui. Je trouve que ces suggestions sont intéressantes et, en tous les cas, qu'il soit assuré que nous allons les regarder de près. Il est temps qu'une solution soit trouvée à ce problème, solution qui ne peut être que militaire, comme notre Conseil l'a souvent rappelé.

J'ai une question à poser, que je pose souvent, et que je repose à M. Egeland. Je ne comprends pas comment un nombre limité de combattants peut, aussi féroces soient-ils, provoquer des conséquences aussi tragiques : 1,5 million de déplacés; une contribution à la déstabilisation de la région. Toute information qu'il pourrait donner sur le nombre de ces combattants nous serait utile à la compréhension de ce problème, car j'avoue ne pas comprendre.

Au sujet du Zimbabwe, notre Conseil a été amené à évoquer cette situation après l'opération de destruction des bidonvilles, qui reste inexplicable et inexcusable et qui a été condamnée par la communauté internationale. Nous notons le signe que les autorités du Zimbabwe semblent accepter de travailler avec les Nations Unies. Nous pensons qu'après la visite de M. Egeland, il serait utile que le Secrétaire général, comme cela est prévu, d'après ce que je comprends, se rende à son tour au Zimbabwe.

L'allégement des mesures qui ont été prises par l'Union européenne dans le cadre de l'article 96 de l'Accord de Cotonou, dépend, pour ma délégation, bien sûr, de ce dialogue et des gestes concrets faits par les autorités zimbabwéennes dans le cadre de ce dialogue pour trouver des solutions à des problèmes qu'elles ont elles-mêmes créés.

Pour terminer, je voudrais, en reprenant une remarque qui a été faite par M. Egeland, souligner nos préoccupations devant la faiblesse des taux de réponse à certains appels d'urgence faits par les Nations Unies concernant certaines situations, et notamment je pense au Sahel. Une solution doit être trouvée à ce problème pour que le niveau de l'aide dépende autant de la gravité de la situation que de l'attention que lui portent les médias dans les pays donateurs.

M. Katti (Algérie) : Je souhaiterais à mon tour exprimer notre appréciation à M. Egeland pour les exposés détaillés qu'il vient de nous présenter concernant un certain nombre de crises humanitaires des plus graves en Afrique. Je souhaiterais donc lui dire que nous convenons avec lui de la nécessité d'adopter une approche régionale pour le traitement des crises humanitaires qu'il vient d'évoquer en raison des implications transfrontalières que ces crises ont. L'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et les réfugiés en constituent quelques exemples concrets à cet égard.

Je souhaiterais à présent faire quelques brefs commentaires sur la situation qu'il vient de mentionner dans son exposé. Je commencerai par l'Afrique australe pour saluer l'amorce de dialogue avec les autorités zimbabwéennes à l'occasion de sa visite dans ce pays et ainsi que les accords qui ont été conclus à l'occasion de cette visite. Je voudrais néanmoins insister sur un point qu'il a lui-même d'ailleurs mentionné dans son exposé, à savoir que l'assistance humanitaire doit, en toutes circonstances, conserver son caractère neutre et impartial et ne peut faire l'objet d'instrumentalisations politiques.

Sur le problème de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), nous pensons qu'il est important d'avoir une démarche concertée à son égard. M. Egeland a fait des propositions qui nous paraissent intéressantes et qui méritent donc d'être examinées plus avant par le Conseil de sécurité en consultation avec les gouvernements concernés.

S'agissant du Darfour, nous nous félicitons de ce que la situation militaire connaisse une certaine stabilisation. Le nombre des personnes déplacées a légèrement baissé. La malnutrition a diminué et la mortalité infantile a reculé. Ces progrès ont été rendus possibles grâce à la mobilisation de la communauté internationale, mais la situation reste évidemment fragile en raison d'une situation sécuritaire des plus volatiles et de l'absence d'un règlement politique à la crise. La restauration de l'ordre dans le Darfour, et de la sécurité d'ailleurs, ne sera pas facile. Il est clair cependant que la conclusion d'un accord politique permettra une certaine décantation de la situation. Il importe donc d'exercer des pressions sur les parties pour que les pourparlers d'Abuja aboutissent à un règlement de paix durable.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais à présent faire une déclaration en ma qualité de représentant du Royaume-Uni.

Je m'associe à tous ceux qui ont remercié M. Egeland d'avoir fait ce qui, à mon avis, a été un exposé excellent et de l'appel à l'action qu'il nous a lancé.

Premièrement, pour ce qui est du Soudan occidental, l'absence de progrès, la détérioration de la situation et le problème de l'accès humanitaire montrent à quel point la situation est précaire. Il nous faut vraiment en faire davantage. Les résultats de la mission d'évaluation de la Mission de l'Union africaine au Soudan – qui, il me semble, revient tout juste de la région – sont cruciaux. Il faut que le Conseil soit à même d'examiner les conséquences de cette mission : qu'est-ce que cela signifie pour la Mission actuelle de l'Union africaine? Comment cette Mission peut-elle progresser l'année prochaine afin d'accomplir une tâche encore plus importante? Et quels sont ses rapports avec ce que l'ONU fait au Soudan? Tout ceci est d'une très grande importance. En même temps, il faut exercer les plus grandes pressions possibles sur les parties pour parvenir sans tarder à un accord de paix à Abuja.

Deuxièmement, s'agissant de la région des Grands Lacs et des conséquences humanitaires des activités de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) dans l'est de la République démocratique du Congo, le sud du Soudan et le nord de l'Ouganda, nous sommes tous préoccupés par la situation des quelque 2 millions de personnes déplacées et par les effets qu'un nombre relativement petit de combattants peut avoir sur des millions de personnes dans ces trois pays. Les activités de la LRA provoquent une instabilité encore plus importante qu'auparavant. Nous devons donc encourager les parties à tenter de parvenir à une solution pacifique. Nous, l'ONU – y compris la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) – devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider les gouvernements de la région à s'attaquer effectivement à ce problème. Je crois que le rôle du Conseil doit être d'aider les gouvernements.

Troisièmement, pour ce qui est du Zimbabwe, le Royaume-Uni partage les préoccupations de M. Egeland. Il existe une situation humanitaire qui, en raison des catastrophes naturelles et des conditions créées par l'homme, est extrêmement grave et empire. Je ne crois pas que nous ayons vu les améliorations que nous avions espérées à la suite de la visite en juillet de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général, Mme Anna Tibaijuka.

Le fait est que l'ONU et ses organismes et les organisations non gouvernementales font un très bon travail dans des circonstances des plus difficiles. M. Egeland a dit très clairement que les mesures prises par le Gouvernement zimbabwéen quant au programme d'expulsion étaient les pires mesures possibles prises au plus mauvais moment. Nous ne pouvons que nous féliciter des accords qu'il a été en mesure de conclure

avec le Gouvernement zimbabwéen pendant sa visite. Ce que M. Egeland a accompli en matière de sécurité alimentaire et ce qu'a fait le Programme alimentaire mondial pour assurer un meilleur accès aux organisations non gouvernementales sont tous des éléments essentiels. Je crois que nous nous attendons désormais tous à ce que le Gouvernement zimbabwéen s'acquitte de ses obligations conformément aux accords qu'il a conclus. Cela signifie, je crois, que nous devons encourager un gouvernement responsable et démocratique, la primauté du droit et le respect des droits de l'homme.

Quant à moi, je me féliciterais d'un rôle accru de l'ONU dans le dialogue politique avec le Gouvernement zimbabwéen. Mais je crois qu'il nous faudra constater des progrès substantiels avant que le Secrétaire général en personne n'envisage d'intervenir.

Pour ce qui est du Royaume-Uni, je voudrais dire clairement que nous fournirons une aide considérable aux Zimbabwéens dans le besoin, tant au plan bilatéral que par le biais de l'Union européenne.

Pour terminer, je voudrais faire quelques propositions pratiques. Premièrement, l'exposé de M. Egeland montre que les crises humanitaires ont des répercussions sur la stabilité et la sécurité régionales, et que les mouvements transfrontaliers ne font qu'exacerber l'insécurité. Aussi, le Conseil de sécurité et la communauté internationale ont la responsabilité de suivre ces situations et de mieux aider les pays effectivement confrontés à de telles crises. Cela me semble assez évident. L'objectif, manifestement, est de faire face aux conflits et aux conflits potentiels, de protéger les civils, de veiller à ce qu'une aide humanitaire soit disponible et que ceux qui en ont besoin puissent y avoir accès.

J'ai pensé que le dernier paragraphe de M. Egeland résumait bien la situation : la sécurité et la stabilité vont de pair avec les crises humanitaires. En l'absence de sécurité et de stabilité, une crise est plus à même de se produire. Le Royaume-Uni félicite la MINUS et la MONUC de ce qu'elles font déjà pour faire face aux groupes armés, y compris la LRA. Mais je crois que l'enseignement à tirer, c'est que nous devons intensifier les efforts que nous faisons pour faire face à ces problèmes, au vu du tableau que nous a brossé M. Egeland de l'action à mener en République démocratique du Congo et de la stratégie de sortie, et de ce qui serait possible en matière d'interdiction. Il serait totalement conforme à ce que nous avons dit à propos du rôle de la Cour pénale internationale de dire que les Casques bleus de l'ONU doivent tâcher plus activement d'empêcher le fléau de la LRA de contaminer d'autres pays.

En conclusion, il me semble que M. Egeland a donné au Conseil matière à réfléchir. Je crois qu'il incombe désormais au Conseil de décider, sans doute à un rythme légèrement plus lent, de la voie à suivre. Mais le Royaume-Uni a en en tout cas l'intention de faire des propositions en temps voulu.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Comme aucun autre orateur n'a demandé la parole, je donne la parole à M. Egeland pour qu'il réponde aux observations qui ont été faites.

M. Egeland (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance, et je remercie vivement les membres du Conseil de leur appui à ce type d'exposé et au travail que nos collègues font sur le terrain dans des circonstances très difficiles, souvent au péril de leur vie lorsqu'ils essaient de mettre fin à des souffrances et d'empêcher de nouvelles pertes de vies parmi les personnes bénéficiaires de l'aide que nous fournissons.

Il existe autour de la table du Conseil un fort consensus, à savoir que les situations que j'ai décrites doivent connaître des changements positifs au cours de l'année à venir. En effet, comme l'a fait observer le représentant de la Chine, notre motif à nous, les humanitaires, lorsque nous soulevons cette question, c'est que nous avons besoin de voir des changements. Notre tâche consiste à appeler l'attention du Conseil sur des situations graves ou qui sont en train de se détériorer. Chacune de ces trois situations traverse une crise qui est en train de se détériorer. Ce qui se passe au Darfour, dans le nord de l'Ouganda et dans l'ensemble de la région, ainsi que dans la région d'Afrique australe, avec, notamment, le Zimbabwe, est réellement moralement scandaleux.

S'agissant, tout d'abord, du Darfour, il semblerait, selon les informations que nous recevons de nos collègues sur place, que tout pourrait finir demain. Nous avons ensemble mis sur pied une opération humanitaire remarquable. Contre toute attente, les taux de mortalité sont maintenant descendus au tiers de ceux qu'ils étaient au début de

2004. Nous avons réussi à opérer des changements logistiques, avec une opération de gestion des camps, une opération alimentaire, une opération d'assainissement de l'eau, des soins de santé de base et la mise en place d'un enseignement primaire, ce qui est remarquable. Maintenant, tout se trouve de nouveau remis en cause. Nous sommes une fois de plus retombés à un niveau d'accès analogue à ceux d'où nous étions partis en 2004.

Nos collègues sur le terrain disent craindre beaucoup, par conséquent, que les acquis de premier ordre que nous avons obtenus ne soient perdus. Encore une fois, cela est à mettre au compte de l'absence de progrès comparables, sur les plans politique et de la sécurité, à ceux qui ont été enregistrés sur le plan humanitaire.

Les parties – c'est-à-dire les groupes armés, les hommes armés – sont scandaleusement irresponsables, à tous les niveaux, dans leurs agissements contre les civils et les personnes déplacées. Certains d'entre eux sont scandaleusement irresponsables, également, dans leur attitude globale par rapport à la négociation d'un règlement. On a demandé ce que seraient les conséquences de l'absence d'accord à Abuja. Eh bien, je n'ose même pas penser aux conséquences d'une telle situation tant le risque est grand d'une déroute complète : nous nous retrouverions avec 13 000 travailleurs humanitaires pris entre deux feux et, bien sûr, une paralysie des opérations; en l'espace de quelques semaines, des millions de personnes pourraient connaître la famine et se trouver dans le plus grand péril.

Nous devons, par conséquent, nous concentrer plutôt sur la façon dont nous pouvons aboutir à Abuja, afin de pouvoir poursuivre nos progrès et planifier le retour des populations. Encore une fois, ce type de situation est intenable à long terme : nous ne pouvons continuer de nourrir plusieurs millions de personnes dans des camps surpeuplés avec des distributions de rations alimentaires. Il faut que la situation change et s'améliore.

Cela vaut également, bien entendu, pour la situation en Ouganda. On n'a pas accordé vraiment suffisamment d'attention à la crise qui sévit dans le nord de l'Ouganda. J'espère que cette attention est maintenant plus mobilisée sur la situation, avec la régionalisation de la crise. J'ai essayé de décrire la situation : des millions de personnes subissent les agissements de quelque 1 000 combattants, guère plus, qui rôdent dans ces zones. Mais lorsque ceux-ci prennent pour cibles les travailleurs humanitaires et les civils, c'est la paralysie immédiate.

Le représentant de la France a demandé comment il se pouvait que l'on en soit là, que la situation se poursuive, et comment un nombre aussi peu important de combattants pouvait faire tant de ravages. Je ne sais vraiment pas. Cela peut être dû à de la négligence et à l'inefficacité des mesures prises depuis tant d'années. L'Armée de résistance du Seigneur opère dans le nord de l'Ouganda depuis près de 20 ans et maintenant, elle étend son action à toute la région.

Il est réellement scandaleux de voir ce qui s'est passé ces 20 dernières années. Il faut que cela cesse. Il faut absolument que cela cesse. C'est le type de situation qui doit nous faire dire que cela ne peut durer jusqu'en 2006 : il ne faudrait pas qu'une nouvelle génération d'enfants se fasse enlever pour devenir des machines à tuer au nom de ce mouvement.

Le groupe d'experts que l'on se propose de mettre en place serait un moyen qui nous permettrait de comprendre ce qui fait que cette situation ne prend pas fin, qu'elle perdure, qu'on la tolère. J'engage instamment le Conseil à examiner également les autres propositions, concernant à la fois le nord de l'Ouganda et la dimension régionale de la crise. En tant qu'humanitaires, nous espérons maintenant que l'on dira : « Ça suffit. Il faut que les choses changent. »

La situation au Zimbabwe peut continuer de se dégrader, mais elle pourrait aussi s'améliorer dans l'année qui vient. S'il y a un pays au monde qui devrait être capable de s'autosuffire sur le plan alimentaire, c'est bien le Zimbabwe. Comme j'ai essayé de le montrer dans mon exposé, moyennant des changements dans les différents domaines où nous voyons le Gouvernement modifier sa politique et sa pratique; si les donateurs investissent non seulement dans la distribution de rations alimentaires mais aussi dans la production agricole et ce qui permet d'assurer la subsistance économique des populations; s'il existe un climat tel que notre travail est facilité sous tous ses aspects par le Gouvernement et les autres parties de façon à ce que nous puissions travailler efficacement sur tous les plans, notamment sur celui des logements; et si les expulsions et autres pratiques désastreuses cessent – à ces conditions, je pense que nous verrons une évolution positive au Zimbabwe. Nous avons

besoin de voir une évolution positive – rappelons que la migration transfrontalière se poursuit également parce que la situation devient intolérable pour beaucoup de gens.

La représentante du Danemark a posé une question sur un dialogue éventuel entre le Zimbabwe et les Nations Unies. Le Secrétaire général a reçu une invitation du Président Mugabe, qui me l'a réitérée lorsque j'étais sur place. Le Secrétaire général a l'intention d'envoyer en mission M. Ibrahim Gambari, le Secrétaire général adjoint, en vue d'engager le dialogue avec le Gouvernement. Nous espérons voir la situation progresser sur de nombreux plans, pour que le voyage de M. Gambari comme le voyage éventuel du Secrétaire général nous permettent de poursuivre plus avant notre travail et notre programme commun.

J'aimerais faire deux observations générales, pour finir, sur des points qui ont également fait surface pendant notre débat. Le fait est que le travail humanitaire progresse, dans l'ensemble, considérablement. Nous savons gré aux membres du Conseil de sécurité du surcroît d'attention qu'ils nous consacrent et de leur investissement accru dans notre travail. En 2005, nous avons atteint un nombre sans précédent de nos objectifs; nous avons atteint plus de gens, de façon plus efficace et plus rapide. Avec le nouveau Fonds consacré aux secours d'urgence, nous aurons peut-être un financement plus prévisible. Avec une meilleure structure de coordination entre tous les travailleurs humanitaires, notre travail sera plus efficace et nous aurons une direction plus nette au niveau des coordonnateurs humanitaires sur le terrain.

La révolution technologique nous permet de faire des miracles là où, par le passé, nous devions nous contenter d'être des observateurs passifs de la souffrance. Mais trop souvent, nous voyons que cette révolution technologique ne se traduit pas par la révolution éthique, morale et politique susceptible de nous permettre de vraiment faire notre travail.

À cet égard, je trouve très encourageant d'entendre de nombreux membres déclarer qu'en effet, il faut des progrès sur le plan politique pour ce qui est du rétablissement de la paix et de la sécurité. J'ai fait ma première mission comme jeune assistant de Torvald Stoltenberg et de Lord Owen au cours de l'action conjointe menée par l'ONU et l'Union européenne en 1994 dans les Balkans, en l'occurrence la Bosnie. Je voyais comment, à l'époque, nous parlions des zones de sécurité en Bosnie et de l'amélioration de l'approvisionnement de Srebrenica et des autres zones de sécurité en rations alimentaires, en eau et en moyens d'assainissement. Le désarmement n'avait pas eu lieu encore; aucune mesure politique ou en matière de sécurité n'existait de la même envergure qu'une grande opération humanitaire. Puis, il y a eu Srebrenica… Ne répétons pas une telle situation dans les lieux que j'ai décrits : nous devons avoir un moyen de panser les blessures parce qu'il faut reconnaître que nous sommes le pansement sur la jambe de bois.

Je voudrais terminer sur une note positive car, comme l'ont dit le représentant de la Grèce et d'autres, il y a eu beaucoup de changements positifs en Afrique ces dernières années. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires se retire de l'Angola, de la Sierra Leone et d'un certain nombre de régions. Nous nous retirons également progressivement du Libéria au moment où nous parlons. Nous discutons de la possibilité de transférer les opérations, qui se trouvent dans des endroits comme le Sud-Soudan, à nos collègues chargés du développement au cours de l'année prochaine.

L'Afrique est le continent le plus jeune; c'est un continent où les perspectives de changements positifs sont importantes. Je pense que nous pourrons faire beaucoup l'année prochaine avec les ressources accrues du Groupe des Huit, de l'Union européenne et de tous ceux, qui ont promis d'augmenter considérablement leurs contributions. Mais nous devons réaliser des progrès dans les domaines politique et sécuritaire. Je suis donc très encouragé par le fait que les membres du Conseil vont maintenant étudier nos propositions. Vous avez dit, Monsieur le Président, que vous le feriez à une cadence un peu plus lente mais, Monsieur le Président, j'espère qu'elle ne sera qu'un tout petit peu plus lente que celle que j'ai suggérée.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur Egeland, de votre exposé et de la manière dont vous avez répondu aux questions.

S'il n'y a pas d'autres commentaires des membres du Conseil, le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 20.